



Guide Pratique Pour Les Auxiliaires Juridiques Environnementaux

Le Centre de Recherches Stratégiques (CPR)- Programme de Justice Environnementale Namati

CPR-le Programme de Justice Environnementale Namati veut réduire l'écart entre les réglementations environnementales et leur application. Le Programme est actuellement opérationnel en Inde, un pays avec des lois solides mais un piètre bilan en matière de respect des normes environnementales. Les violations et le non-respect de ces lois ont des effets graves et réels sur l'environnement, la vie des gens qui en dépendent directement pour leur subsistance, ainsi que sur la santé de l'ensemble des citoyens. Le Programme cherche des solutions aux dommages environnementaux, en portant des cas de non-conformité à l'attention des agences et des institutions gouvernementales concernées. Il rassemble également les données de ces affaires pour suivre l'état de conformité avec les lois environnementales. Ces données sont utilisées pour plaider en faveur de l'amélioration des lois, politiques et institutions environnementales.

Les objectifs du programme

1. Un plus grand respect des normes environnementales
2. Des recours effectifs pour les communautés affectées
3. Un appui solide de la communauté internationale à la conservation des écosystèmes vitaux

Partie 1 : Qu'est-ce qu'un auxiliaire juridique communautaire ?

Un auxiliaire juridique communautaire, aussi appelé assistant juridique de terrain ou avocat aux pieds nus, est une personne ressource et mobilisatrice au sein de la communauté, formée aux règles juridiques et procédures judiciaires de base, et qui possède des compétences dans les domaines de la médiation, la négociation, l'éducation et le plaidoyer.

Les auxiliaires juridiques allient leur connaissance de la loi, une palette de compétences et une compréhension des contextes locaux pour contribuer à la résolution des problèmes de justice en habitant les communautés touchées à se servir de la loi. Ils aident les communautés à regrouper et à présenter des preuves d'injustice et à saisir les institutions qui doivent rendre des comptes aux citoyens dans le cadre de la loi existante. Ils préfèrent les actions locales administratives rapides aux contentieux longs, lointains et coûteux. Ils servent de 'première ligne' aux services juridiques pour les communautés touchées– ils constituent un moyen accessible, abordable et rapide de parvenir à la justice.

En se concentrant sur les institutions gouvernementales, les auxiliaires juridiques aident aussi de grosses bureaucraties à s'atteler à résoudre les problèmes des citoyens de manière créative et rapide. En construisant un rapport de collaboration entre les populations touchées et le gouvernement par l'élaboration de moyens de réparation, les auxiliaires juridiques mettent en évidence tous les avantages qu'apporte la participation publique dans une gouvernance. Mettre l'accent sur la création d'institutions légales et réglementaires, assure également un changement systémique et pérenne vers la justice.

Les auxiliaires juridiques peuvent aussi adopter une approche globale, s'attaquant à un ensemble de besoins juridiques, ou se focaliser sur un enjeu particulier, comme la violence domestique ou l'accès aux avantages sociaux. Les auxiliaires juridiques peuvent travailler dans des bureaux spécialement conçus pour leur usage ou peuvent être hébergés par des bureaux d'organisations axées sur le service, comme celles qui se concentrent sur l'aide juridictionnelle, l'assistance agricole ou la microfinance.

Les avantages des auxiliaires juridiques communautaires

Les auxiliaires juridiques communautaires peuvent amener les agences et les institutions administratives à appliquer les lois destinées à la protection des droits civiques, environnementaux, sociaux et économiques. Voici une partie des avantages majeurs qu'offre un modèle de services juridiques ayant des auxiliaires ancrés dans la communauté:

les victimes deviennent acteurs du changement

Cela renforce la connaissance juridique des communautés concernées ainsi que leur capacité à jouer un rôle dans les décisions qui affectent leurs vies.

des solutions pour les communautés

Cela permet de trouver des solutions non seulement pour des personnes, mais également pour toutes les communautés touchées.

des solutions légales rapides

Cela peut résoudre des problèmes légaux plus rapidement que des tribunaux officiels, en recourant à des stratégies collaboratives et des formes de réparation créatives.

des solutions rentables

Cela peut être plus rentable et accessible que les services judiciaires conventionnels.

lien crucial

cela devient un lien entre les communautés affectées et les institutions formelles/informelles, ainsi que les autres fournisseurs de services tels que les avocats.

orienter les perspectives communautaires

cela peut définir/redéfinir la perception des communautés vis-à-vis des lois et prédisposer la population en leur faveur.

Partie 2

Que font exactement les auxiliaires juridiques communautaires pour l'environnement ?

La justice environnementale est définie comme le traitement équitable et l'implication véritable de toutes les personnes, quelles que soient les différences en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de contrôle de l'application des lois, des règles et des politiques environnementales. Cela implique également d'autres lois qui influent ou peuvent influencer sur les conditions environnementales, sanitaires et de subsistance.

La justice environnementale traite non seulement de la protection et de la conservation de l'environnement, mais, plus important encore, de la répartition des bénéfices liés à cette conservation et des fardeaux que représentent la pollution ou d'autres problèmes environnementaux. Quand ces bénéfices ou ces charges sont inégalement répartis, certains groupes de population deviennent plus vulnérables que d'autres. La société considère que leurs vies ont moins de valeur que celles des autres et qu'ils ne sont pas indispensables.

Les auxiliaires juridiques communautaires axés sur la justice environnementale soutiennent les communautés pénalisées par les problèmes environnementaux ou celles qui supportent les coûts des décisions qui impactent leur environnement. Ils aident les communautés ainsi affectées à comprendre, utiliser et façonner des règles environnementales pour réduire les impacts environnementaux, améliorer leurs conditions de travail et de vie, ainsi que protéger leurs moyens de subsistance. Dans les régions industrialisées, ces auxiliaires juridiques et les communautés avec lesquelles ils travaillent tiennent les gouvernements et les entreprises redevables par rapport à l'état de droit, la protection environnementale et la justice sociale. Les auxiliaires juridiques environnementaux aident les communautés à connaître, utiliser et façonner la loi.

Connaître la loi

Les auxiliaires juridiques forment les communautés à l'utilisation des lois environnementales et aux procédures réglementaires. C'est en se basant sur le principe que les communautés qui connaissent les lois environnementales et les recours constitutionnels sont celles qui pourront exercer leur droit à un air, une eau, une nourriture,

un travail et une vie sains. Elles peuvent aussi exercer leur droit de participation aux processus de prise de décision du gouvernement sur les projets de changement d'affectation des sols et d'extraction des ressources naturelles. Au-delà de l'exercice de leurs droits, ces communautés peuvent trouver des façons créatives de responsabiliser le gouvernement et d'autres parties prenantes, comme les entreprises, par rapport à leurs obligations et engagements envers la protection environnementale et la justice sociale.

Utiliser la loi

Lorsqu'ils reçoivent des réclamations de la part de membres de la communauté ou de certaines familles (appelés partenaires communautaires ou clients) au sujet d'impacts sur les forêts, les terres agricoles, les sources d'eau ou les zones de pêche, les auxiliaires juridiques cherchent l'existence de liens de non-conformité ou de violations des normes environnementales et autres règles pertinentes. Ces plaintes sont portées à l'attention des agences et institutions gouvernementales concernées, dont le rôle est de protéger l'environnement ou dont la compétence administrative est liée au bien-être social et à la justice. En lançant des procédures juridiques pour appliquer les textes et en exerçant les recours utiles, non seulement les auxiliaires rapprochent les communautés locales et les gouvernements, mais ils donnent aussi vie à ces lois qui aident à protéger l'environnement, les communautés affectées et leurs moyens de subsistance.

Façonner la loi

Les affaires traitées par les auxiliaires juridiques et les communautés concernées sont suivies et analysées soigneusement. Les données y afférant sont rassemblées et utilisées pour rechercher des améliorations fondées sur la pratique pour les lois, politiques, procédures et structures institutionnelles. Dans les situations où aucune loi n'existe pour résoudre ou réparer des impacts causés par un certain type d'activités, les données relatives aux affaires similaires sont utilisées pour suggérer ou recommander l'élaboration de nouvelles lois et directives. Dans cet objectif, les auxiliaires juridiques jouent le rôle de chercheurs en collectant les données pour développer des lois administratives et environnementales afin d'affronter les défis auxquels doivent faire face les communautés concernées.

Les données sur ces affaires sont utilisées pour produire des propositions, fondées sur des preuves, pour un changement systémique des lois et de la pratique institutionnelle. Des

équipes de soutien sont engagées pour gérer la base de données de ces affaires et fournir des rapports et avis réguliers aux auxiliaires juridiques sur leurs dossiers, documenter leur expérience, et fournir une assistance de recherche juridique et toute autre aide dont ils auraient besoin. Les partenaires communautaires, les auxiliaires juridiques et les équipes de soutien rédigent ensemble des déclarations stratégiques basées sur leurs expériences et les données collectées et ils se lancent dans le plaidoyer pour de meilleures politiques et mécanismes d'application.

Reportage sur des membres du Groupe Aghanashini Bivalve Collectors soumettant un mémorandum au District Collector Karwar, en vue d'obtenir leur inclusion dans les projets des pêcheries, Karnataka.

Tas de bauxite à ciel ouvert causant une pollution de l'air à Okha, Gujarat

Les lignes directrices de gestion des minerais au Gujarat

La côte de l'État indien de l'Ouest, le Gujarat, compte plusieurs ports approuvés par le Comité de Contrôle de la Pollution, gérant une variété de minerais parmi lesquels le charbon, la bauxite et le calcaire. Les communautés vivant aux alentours de ces sites se plaignent de la poussière émise par le traitement des minerais, qui affectent leurs conditions de vie, leur santé et leurs fermes. Lorsqu'un auxiliaire juridique communautaire a travaillé avec les populations concernées pour chercher une violation quelconque des conditions d'autorisation des ports miniers, ils se sont rendus compte que la lettre d'agrément ne comportait de garanties que pour la gestion du charbon. Tout autre minerai stocké et transporté depuis ces installations n'était ni couvert ni réglementé par les mesures de contrôle de la pollution aux particules fines.

Cette situation s'est produite dans au moins 10 ports similaires, identifiés par les auxiliaires et leurs clients. Alors que le gouvernement local avait des instructions pour la manutention du charbon, les autres minerais avaient été oubliés tant au niveau stratégique qu'au niveau de l'homologation des projets. Sur la base de telles preuves recueillies par les auxiliaires et les partenaires communautaires, il a été suggéré au gouvernement étatique d'examiner toutes les autorisations pour les ports afin de remédier à ces lacunes. Parallèlement, une lettre a été envoyée demandant au gouvernement d'officialiser des Directives de Gestion des Minerais pour le stockage, la manutention et le transport de tous les minerais sur plusieurs types d'opérations dans tout l'État, y compris les ports, industries et centrales

électriques. Ces deux propositions se sont basées sur les preuves obtenues dans les dossiers et sur des clauses légales, habilitant ainsi le gouvernement à émettre de nouvelles politiques. Ils se servent également d'articles scientifiques pour élaborer des recommandations spécifiques.

Voir Annexe 1 pour la lettre soumise au Comité étatique de Contrôle de la Pollution.

À Uttara Kannada, dans le Karnataka, les auxiliaires juridiques ont aidé des communautés dépendantes d'un paysage écologiquement fragile et économiquement productif à comprendre les violations légales liées à l'autorisation d'un projet de port dans la région par le gouvernement.

À Vapi, au Gujarat, des auxiliaires juridiques travaillent avec les résidents locaux touchés pour exercer des recours et appliquer le Plan d'Action approuvé par l'État pour combattre la pollution chronique des industries chimiques.

Partie 3

Comment font les auxiliaires juridiques pour résoudre les affaires de justice environnementale ?

Les personnes affectées par un problème de justice environnementale soumettent leurs dossiers à un auxiliaire juridique. Ce dernier les aide à les résoudre en utilisant ses connaissances sur le droit et les institutions pour parvenir à des solutions. L'auxiliaire juridique aide aussi les personnes concernées à se rapprocher des institutions avec des preuves appropriées ainsi que des solutions créatives et légalement valides.

Résoudre des affaires implique quatre tâches essentielles. Elles peuvent aussi être vues comme les étapes d'un processus, sauf pour la consignation des pièces du dossier qui se fait tout au long du processus.

1. sélection et identification
2. consignation
3. analyse et action
4. rapport et suivi

Les affaires sont soumises aux auxiliaires juridiques par les personnes concernées. Dans certains cas, des dossiers sont aussi sélectionnés par les auxiliaires juridiques qui connaissent bien la région.

La hiérarchisation des affaires sélectionnées ne peut être faite qu'en identifiant les enjeux de chacune d'entre elles. Les affaires de justice environnementale sont complexes par essence, avec de nombreuses causes et sources d'impact, concernant une vaste zone ou un large nombre de personnes touchées, et elles ont des impacts variés sur les communautés et dans le temps. Il n'est pas facile de comprendre ou de travailler sur ces affaires, sauf si l'auxiliaire juridique est minutieux dans sa collecte d'information pour aider à identifier chaque cas. Au moins trois étapes sont nécessaires à l'identification d'une affaire :

1. Identifier les groupes de personnes affectées et les impacts variés auxquels ils font face
2. Recueillir les informations sur les tentatives passées des personnes concernées pour contrer ces impacts
3. Encadrer la problématique de l'affaire en identifiant un moyen légal et la raison ou la source/cause du problème

Identifier les personnes affectées et les clients actifs/ partenaires communautaires

Apprendre à connaître le problème

Une affaire est habituellement soumise à un auxiliaire juridique par un groupe de personnes ou une personne touchée par un problème. En se basant sur leur description du problème, l'auxiliaire juridique creuse davantage pour trouver une information qui pourra l'aider à identifier les enjeux sous-jacents et les causes du problème présenté. L'auxiliaire juridique parcourt les documents officiels, les articles de presse et autres documents disponibles qui peuvent être rattachés au problème.

Identifier les personnes touchées

L'auxiliaire juridique se rend sur place et évalue les diverses circonscriptions touchées par le problème. Pour cela, l'auxiliaire juridique discute avec les différents groupes de

personnes de la zone tels que les femmes, les jeunes, les membres des différentes castes, les groupes indigènes ou tribaux, et avec des groupes ayant différents moyens de subsistance comme les pêcheurs, les fermiers et les habitants des zones forestières. Cela aide l'auxiliaire juridique à comprendre la situation à travers différents points de vue.

Évaluer les impacts

L'auxiliaire juridique évalue le nombre total des personnes touchées ou des bénéficiaires qui pourront prétendre à réparation si le problème est résolu. Ces calculs sont compliqués. Par exemple, la pollution des rivières touche potentiellement toute la population en aval de la source.

Il est utile d'établir une estimation approximative de ces chiffres. C'est d'autant plus crucial si l'affaire implique des réparations au niveau individuel ou familial comme des dommages-intérêts pour pollution. Dans certains cas, ces chiffres peuvent aussi être divisés entre les personnes directement et indirectement affectées, les personnes déjà affectées, potentiellement affectées et celles susceptibles d'être affectées.

Mobiliser les clients actifs/partenaires de la communauté

L'auxiliaire juridique s'adresse à toutes les parties concernées et identifie lesquelles sont prêtes à travailler activement avec lui pour résoudre l'affaire. Ce groupe est alors considéré comme un partenaire communautaire ou un groupe de clients. Il est préférable d'avoir un partenaire ou un groupe représentant la diversité des personnes touchées par le problème, notamment les femmes, les castes/groupes communautaires et les groupes ayant des moyens de subsistance différents.

Décharge à Kumta

Déversement de déchets à Kumta, au Karnataka

La municipalité de la ville de Kumta, dans le nord du Karnataka en Inde, a l'habitude de jeter ses déchets au sommet de la colline de Muroor. Trois villages se situent près de cette colline et près de 50 familles vivent avec la puanteur du dépotoir. Les déchets sont portés par le vent et les cours d'eau proches de chez eux. Si le problème n'est pas circonscrit, le tas de déchets va continuer de grossir et pourrait toucher 200 familles des villages alentours. Pendant la mousson, l'eau de cette décharge atteint tous les puits situés en aval. Avec l'aide d'un auxiliaire juridique, 30 personnes venant des trois villages les plus proches

du dépotoir ont tenté de faire cesser ce déchargement de déchets sur la colline par la Municipalité, et ont cherché des solutions à long terme pour le dépôt de déchets dans les zones rurales de la région. En l'espèce, **le partenaire communautaire** est le groupe des 30 personnes qui travaillent avec l'auxiliaire juridique pour faire arrêter le dépôt de déchets par la Municipalité. **Les personnes affectées** sont les 50 familles qui vivent près de la colline ainsi que les 200 familles des villages alentour qui pourraient être touchées dans le futur si le problème n'est pas pris en main et résolu.

Identifier les personnes affectées et les partenaires communautaires

Réunir les informations des actions précédentes

La plupart des problèmes de justice environnementale que les auxiliaires rencontrent sont d'anciens problèmes, qui existent depuis des années. Au fil des ans, les communautés touchées ont pu tenter plusieurs actions pour résoudre les problèmes auxquels elles font face. Cela signifie généralement porter oralement leurs requêtes devant le chef administratif de la région, demander de l'aide aux politiciens locaux, déposer leurs plaintes auprès de l'entreprise ou de l'industrie à l'origine du problème ou bien contacter la police dans les cas extrêmes. Dans certaines régions où les personnes affectées se mobilisent en une action collective, ils peuvent même avoir le soutien d'ONG ou d'avocats pour la partie contentieux ou plaider de haut niveau. Inutile de dire que les auxiliaires juridiques devraient idéalement privilégier les affaires où tous ces efforts n'ont pas abouti, plutôt que d'accepter celles qui sont en passe d'être résolues grâce à ces actions.

Les archives issues des efforts des personnes affectées sont très importantes pour que l'auxiliaire juridique comprenne les principaux griefs, les preuves précédemment obtenues, les institutions contactées, les stratégies utilisées et les résultats obtenus. Ces données aident l'auxiliaire juridique à planifier une potentielle voie de recours. Cela aide à comprendre quelles stratégies ont marché dans le passé et celles qui pourraient ou ne pourraient pas aboutir à des solutions dans le contexte actuel. Cela aide également à éviter de refaire tout le travail et de gaspiller les ressources. L'auxiliaire juridique peut se servir du travail précédemment accompli et utiliser efficacement les données et documents appropriés produits dans le passé.

L'auxiliaire juridique réunit ces informations au fur et à mesure de ses visites de terrain et discussions avec les différents acteurs impliqués dans ces efforts passés.

Auxiliaire juridique en conversation avec le chef d'une communauté affectée à Vapi, Gujarat

Élaborer la problématique

La problématique est une description de la cause de l'affaire en une phrase ou deux. L'auxiliaire juridique élabore une problématique qui présente succinctement les impacts spécifiques auxquels font face les communautés touchées. En utilisant les connaissances juridiques à sa disposition, l'auxiliaire juridique établit une relation entre ces impacts et une ou plusieurs violations ou non-conformités environnementales. Cela détermine aussi qui viole la loi, entraînant les conséquences négatives.

La rédaction de cette problématique, avec une claire description de l'impact environnemental et du manquement lié à ce dernier, le tout attribué à une entité spécifique contre laquelle des actions administratives peuvent être dirigées, est essentielle pour faire avancer l'affaire. Cette problématique guide l'auxiliaire juridique et le partenaire communautaire pour recueillir les preuves nécessaires à l'appui de la requête, contacter les institutions les plus appropriées et rechercher les meilleures voies de recours.

Membres de l'équipe du projet des Auxiliaires Juridiques travaillant à établir une problématique, Myanmar

Zone de non développement sur la côte, Gujarat

Stockage de produits chimiques dangereux dans la zone côtière réglementée (CRZ)

Un auxiliaire juridique environnemental de Kutch a travaillé sur un cas dont la problématique était « la prochaine installation de stockage pour produits chimiques dangereux dans la CRZ-NDZ par la société visée présente un risque pour la vie et la santé des résidents de Mitha Port ». Cette problématique associe clairement le type de projet, sa localisation illégale et son impact potentiel.

La Zone Côtière Règlementée (CRZ) est un espace délimité le long de la côte indienne où le développement est réglementé. La Zone de Non Développement (NDZ) au sein de la CRZ est la partie où tout développement est interdit. La problématique désigne la localisation de ce projet dans une zone légalement interdite et la communauté qui sera la plus touchée par ce projet.

Élaborer la problématique

Les auxiliaires juridiques peuvent hiérarchiser leurs affaires en utilisant le « facteur PHILA », c'est-à-dire une série de cinq paramètres qui sont importants si leurs efforts doivent porter leurs fruits.

Partenaires communautaires ou clients

L'affaire touche des partenaires communautaires ou des clients. Ce sont généralement les groupes de personnes affectées, lésées par un problème commun. Ce groupe s'engage à résoudre le problème aux côtés de l'auxiliaire juridique.

Histoire

Fondamentalement, les affaires choisies sont celles où les communautés affectées ont déjà tenté de trouver des formes de solutions par elles-mêmes. Cela a pu passer par des Organisations Non Gouvernementales (ONG), des tribunaux ou autres. Des exceptions peuvent être faites en cas de situation d'urgence, de désastres ou d'affaires particulièrement complexes ou exceptionnelles.

Impact

Les affaires qui ont eu un large impact en termes de nombre de personnes touchées ou de nombre de personnes susceptibles d'en être bénéficiaires sont prioritaires.

Localisation

Les affaires choisies sont celles qui sont dans le secteur de l'auxiliaire juridique ou de la zone locale afin qu'il/elle puisse maintenir un contact avec les communautés touchées par des visites de terrain régulières et des réunions de suivi.

Angle juridique

Les affaires avec un angle d'attaque juridique clair (comme celles qui résultent de la violation ou du non-respect des lois, de la pratique administrative ou des ordonnances judiciaires) comme solution au problème sont prioritaires par rapport à celles qui n'ont pas de base légale directe motivant leur requête. Cependant, dans certains cas, les affaires qui n'ont pas d'angle juridique précis peuvent être prioritaires si le but est d'utiliser l'ensemble des preuves recueillies pour proposer une nouvelle loi/disposition ou amendement d'articles existants.

3.2 Consignation

Documenter chaque affaire est un aspect primordial du travail de l'auxiliaire juridique. Chaque cas comporte un formulaire de suivi, dans lequel les auxiliaires juridiques enregistrent leurs affaires et actions. Les détails des actes entrepris et leur justification sont notés dans un journal de bord à la fin du formulaire de suivi de chaque affaire. Le formulaire de suivi et le journal de bord sont mis à jour à chaque étape de l'affaire. Les résultats des actions sont aussi notés.

Idéalement, il ne devrait pas se passer plus d'un jour entre le moment où une étape est franchie et où elle est enregistrée dans le formulaire de suivi et le journal de bord. La consignation d'une affaire doit se faire depuis sa sélection jusqu'à son aboutissement. Comme c'est crucial pour leur travail, les auxiliaires juridiques devraient systématiquement consacrer assez de temps de travail à cette tâche.

Le formulaire de suivi

Le formulaire de suivi aide à consigner les informations sur les groupes affectés, les détails du problème, le partenaire communautaire ou le groupe de clients, ou encore ce qui a été fait jusque-là dans l'affaire, les actions entreprises par les auxiliaires juridiques et les partenaires communautaires ou les clients pour aboutir à une réparation. Le formulaire consigne également comment les agences concernées répondent à ces actions, et planifie leur suivi.

Le formulaire de suivi de l'affaire poursuit les buts suivants :

1. Rempli dans l'ordre indiqué, le formulaire présente un processus par étapes pour le choix et la résolution d'une affaire
2. Il donne aux auxiliaires juridiques un premier ensemble de choix de voies à suivre/ d'actions à entreprendre pour résoudre une affaire
3. A la clôture du dossier, le formulaire de suivi aide les auxiliaires juridiques à se pencher sur leurs actions et la solution de l'affaire.
4. Le formulaire de suivi est la base de toute évaluation de dossier par les auxiliaires juridiques, et de l'apprentissage constant pour améliorer la façon dont ces affaires sont traitées.

5. Il y a une richesse d'information dans chaque dossier qui aide à rassembler des données pour différentes sortes de messages d'orientation stratégique liés à la loi, son application, ses résultats, ainsi qu'aux impacts sur les communautés et les solutions dont elles ont le plus besoin.

Le Formulaire de Suivi d'une Affaire est un document qui contient toutes les informations pertinentes pour choisir et résoudre un cas. Vous pouvez en télécharger un exemplaire sur <https://namati.org/resources/case-form-environmental-justice-india/>

Ce formulaire peut bien évidemment être adapté à votre travail et au type de cas que vous traitez.

Le journal de bord de l'auxiliaire juridique

L'auxiliaire juridique remplit le journal de bord à chaque fois que quelque chose est entrepris dans le cadre de l'affaire. Plus les consignations sont détaillées, en particulier la chronologie (les dates), mieux c'est. Les actions pouvant être enregistrées comprennent la collecte de documents, les rendez-vous avec les officiels ou les comités ou encore le dépôt de demandes en vertu de l'Acte du Droit à l'Information (RTI). (Les lois gouvernant l'accès à l'information sont disponibles dans différents pays et ont des titres et champs d'action différents. La loi sur l'accès à l'information en Inde est appelée Acte du Droit à l'Information, de 2005). Au même titre que l'enregistrement des actions, des copies de documents tels que les procès-verbaux des rencontres officielles, des requêtes en vertu du RTI et les réponses reçues doivent également être jointes au journal de bord. Cela permet de rassembler toutes les traces des actions entreprises en un même endroit, à la disposition de toute personne qui souhaiterait le consulter.

Journal de bord quotidien d'un dossier à Gujarat, mis à jour par un auxiliaire judiciaire

Une consignation systématique aide les équipes des auxiliaires juridiques à présenter leurs dossiers et les enseignements retirés, à n'importe quel moment

Le dossier de l'affaire

L'auxiliaire juridique crée un dossier pour chaque affaire afin d'entretenir le formulaire de suivi, le journal de bord et toutes les pièces justificatives des actes entrepris et autres

documents liés à l'affaire. Le dossier est très important pour suivre les avancées d'une affaire et comprendre les efforts effectués.

Dans les cas où l'information est confidentielle et les risques de divulgation de noms ou autres détails sont importants, des mesures peuvent être prises pour coder l'information ou rendre le formulaire anonyme.

S'il existe une information à laquelle aucune partie du formulaire de suivi n'a été consacrée, l'auxiliaire peut rajouter une page et y détailler cette information.

L'auxiliaire devrait recueillir le plus d'informations possible sous la forme de documents essentiels, comme les anciennes requêtes et plaintes soumises par les communautés affectées, les articles de presse sur l'affaire ou encore la délivrance ou la preuve d'autorisations, l'avis d'expulsion ou le refus d'autorisation et les ordonnances judiciaires. Il est préférable d'en faire des copies et de rendre les originaux à leurs propriétaires. Les copies de ces documents peuvent ainsi être gardées avec le formulaire de suivi de l'affaire.

Aucune question ou rubrique du formulaire ne doit être vide. Si quelque chose n'est pas pertinent, il vaut mieux l'écrire plutôt que de laisser un blanc. S'il n'y a pas de réponse, mieux vaut mentionner 'non disponible' ou 'inconnu'.

3.3 Analyse de cas et actions

En enquêtant et en recueillant les informations correspondantes, l'auxiliaire juridique développe une vision objective de l'affaire. Cela peut impliquer de nombreuses visites sur le lieu du problème, des discussions avec d'autres communautés et des personnes qui peuvent être au courant de la situation ou de certains problèmes, des revues systématiques de la presse locale et des journaux télévisés, ainsi que la lecture des lois et politiques concernées.

Comme de plus en plus d'informations s'accroissent au fur et à mesure de la procédure, la problématique peut avoir besoin d'être modifiée dans certains cas. L'examen et la révision de la problématique, basés sur de nouvelles informations, est une bonne pratique et ne signifie en aucun cas que les auxiliaires **juridiques** ou les partenaires communautaires/clients ont échoué. A partir de toutes les informations collectées, l'auxiliaire **juridique** développe des stratégies et identifie les institutions qui auraient besoin d'être contactées pour des réparations spécifiques au cas.

Analyser l’Affaire

Stockage de produits chimiques dangereux dans la zone côtière règlementée (CEZ)

Dans l’affaire mentionnée page 19, lorsque l’auxiliaire juridique dirigea les entretiens, il s’aperçut que la construction de l’installation de stockage se passait dans la CRZ et que cela affectait les populations locales. Lors de la visite de terrain il se rendit également compte qu’une école était à proximité de l’installation de stockage et que cela présentait donc un risque pour la vie des écoliers, sans parler des résidents du Port de Mitha. Cela a considérablement accru la portée de l’affaire. L’auxiliaire a aussi appris que les populations locales avaient déjà fait part de leurs inquiétudes au Chef de District par le passé.

L’une des pistes importantes de cette affaire provint de la collecte d’informations sur le projet. Quand l’auxiliaire juridique analysa la lettre d’autorisation environnementale délivrée pour le projet, il s’aperçut que la localisation du projet, telle que mentionnée dans la demande et la lettre d’autorisation, était différente de la localisation réelle de la construction. Ainsi, il ne s’agissait plus seulement d’une violation de la CRZ, mais d’une autorisation environnementale obtenue sur la base d’informations erronées.

L’entrepôt de produits chimiques dans la Zone de Non-Développement, en violation avec la loi de la CRZ, Gujarat

Un auxiliaire juridique enquête sur les impacts de la poussière provenant d’une centrale à charbon sur des fermes maraîchères, Gujarat

Les auxiliaires juridiques recourent à de nombreuses stratégies pour résoudre des affaires et peuvent en utiliser plus d’une dans un même dossier. Ces stratégies impliquent de connaître les faits, les notifications, les circulaires/ordonnances gouvernementales et les décisions/ordonnances judiciaires qui peuvent avoir un rapport avec l’affaire. Les auxiliaires juridiques sont formés pour conseiller les partenaires/clients communautaires sur la loi, les procédures légales et les options pour gérer leur problème, en fonction de la nature du dossier. Avec les partenaires/clients communautaires, l’auxiliaire juridique examine les lois en rapport avec l’affaire, les institutions qui peuvent être contactées et les façons de résoudre le problème.

A la suite de ces échanges, ils élaborent ensemble un plan d'action pour atteindre les objectifs communément attendus dans l'affaire. Ce plan comprend une combinaison de plusieurs stratégies complémentaires qui sont étudiées dans cette section.

Sensibilisation au droit

La formation juridique est particulièrement utile pour identifier et traiter les causes profondes des problèmes de justice, ainsi que pour instaurer une participation éclairée des communautés concernées dans l'exercice de leurs recours. Renforcer les connaissances des communautés sur les lois appropriées qui servent à prévenir ou réparer une injustice est au cœur de l'émancipation juridique. Par exemple, les auxiliaires juridiques d'Uttara Kannada, au Karnataka (Inde) ont été contactés par plusieurs membres de la communauté de pêcheurs locaux. Ils demandaient l'assistance des auxiliaires juridiques pour l'obtention des permis de construire leurs habitations sur des terrains côtiers. Dans 5 cas sur 6, les auxiliaires juridiques ont pu aider les partenaires ou clients communautaires à remplir leurs requêtes et à obtenir les autorisations CRZ requises. Puisqu'il était frappant qu'une grande partie de la communauté faisait face à ce problème, l'équipe a décidé de les sensibiliser aux règles de droit. Les auxiliaires juridiques ont distribué des documents pour informer les pêcheurs sur la procédure d'obtention d'une autorisation CRZ pour une habitation. Plus ces procédures légales étaient apprivoisées, moins les auxiliaires avaient besoin de s'occuper de cas d'autorisation d'habitation. A la place, ils donnaient des conseils téléphoniques aux partenaires ou clients communautaires et les renvoyaient aux documents distribués. Les auxiliaires juridiques n'accompagnaient les partenaires communautaires ou clients dans les bureaux des CRZ que si leur affaire présentait d'autres complications.

Auxiliaire juridique collant des affiches pour expliquer les lois, Karnataka

Collecte d'informations et préparation des preuves

L'une des tâches importantes lorsqu'un auxiliaire juridique traite un dossier est la collecte d'informations et la préparation des preuves. Un auxiliaire juridique et ses partenaires communautaires ne seront pris au sérieux par les organes gouvernementaux, le défendeur, les médias ou même la communauté que s'ils ont des informations précises sur le dossier et les preuves de violation/non-respect des normes. Ils peuvent recueillir des informations et des preuves sous la forme de photos, de cartes, de coordonnées Système de Positionnement Global (GPS), de circulaires gouvernementales, des reportages

télévisés/de presse écrite, et des documents/études/rapports académiques/officiels. Les preuves recueillies doivent pouvoir prouver que l'impact est dû à un non-respect ou une violation d'un texte particulier. Le lien de causalité doit être décrit. La vérification des informations sur le terrain est une méthode par laquelle il est possible d'établir des preuves flagrantes pour étayer des plaintes en matière de justice environnementale.

Dans les cas où il n'y a pas de norme légale ou de standard de conformité dont la violation/le non-respect serait à la base de l'impact, la preuve d'atteintes ou de dommages devra être présentée avec le plus de détails possible, de sorte que la plainte soit enregistrée par l'institution adéquate.

Femme montrant les conséquences du suintement provenant de la mine de fer sur le lit de la rivière, Odisha

Pour plus d'information sur la préparation des preuves, téléchargez la Note Méthodologique de Vérification sur Site : <https://namati.org/wp-content/uploads/2016/06/Groundtruthing-methodology-note.pdf>

Auxiliaire juridique et partenaires communautaires rencontrant des personnes affectées par les impacts miniers, Odisha

Débats démocratiques

L'auxiliaire juridique ne travaille pas 'pour' les communautés, mais 'avec' elles. Le but n'est pas seulement de les aider à trouver des solutions à leurs problèmes, mais aussi d'engendrer un apprentissage des lois et une capacité à résoudre des problèmes au sein de la communauté. Cet enseignement ne peut être fait qu'en travaillant conjointement sur le dossier. Chaque étape de l'affaire fait l'objet de discussions dans un processus délibératif, de sorte à ce que les réflexions aboutissent à des décisions sur la voie à suivre dans le dossier.

Pour des discussions efficaces et pertinentes, l'auxiliaire juridique fournit aux groupes de clients ou partenaires communautaires toutes les informations générales nécessaires sur l'affaire, toutes les informations nouvelles auxquelles il/elle a pu avoir accès et les voies potentielles des différents recours. Le groupe de clients ou partenaires communautaires

examine les informations présentées et compare les pour et les contres des diverses actions.

Ces discussions ont lieu dans un endroit neutre, de façon à permettre la participation maximale du plus grand nombre de personnes affectées par le problème, si ce n'est tous. Débats et arguments réfléchis sont préférés aux monologues, ordres ou cours magistraux. Ces échanges sont essentiels au renforcement des connaissances de la communauté ainsi que de ses capacités à débattre de problèmes, solutions ou recours éventuels et les coûts et les bénéfices des options à disposition. A travers ces discussions, les auxiliaires juridiques présentent le fonctionnement d'une démocratie délibérative ou participative.

Auxiliaire juridique avec des officiers du Comité de Contrôle de la Pollution inspectant une fuite sur un pipeline, Gujarat

S'adresser aux autorités et institutions

Les auxiliaires juridiques aident leurs clients ou partenaires communautaires à entrer en contact avec les institutions telles que le Département Environnemental, l'Administration Fiscale, le bureau du Chef de District ou le Département de la Pêche. Cette assistance peut signifier trouver le lieu et les horaires de ces bureaux ou leurs coordonnées. Cela pourrait aussi impliquer de rédiger des lettres, formuler des plaintes, remplir des requêtes RTI, faire la tournée des bureaux ou téléphoner. Avec le temps, et l'acquisition de compétences et de connaissances, le besoin d'assistance pourrait diminuer et finalement se limiter à une orientation et à la fourniture de coordonnées. En général, les tentatives de résolution du problème doivent être effectuées (si ce n'est pas déjà le cas) auprès des institutions les plus proches.

Par exemple, les entités locales/au niveau du village, comme le panchayat (conseil villageois) et la mairie devraient être contactés en premier, suivis par le quartier, le district, l'État et ensuite au niveau national. Cependant, selon l'impact et l'étendue du problème ou pour des raisons stratégiques, il peut parfois être plus utile de contacter les institutions plus haut placées.

Une résolution du conflit peut être trouvée même en passant par des institutions ou des lois qui ne semblent pas être le choix évident ni même en lien direct avec problème ou sa solution. Par exemple, dans une affaire de garantie d'assurance pour

des récolteurs estuariens de bivalves, au-delà du Département des Pêcheries Étatiques, les départements des ressources humaines, du développement des minorités, des enfants et des femmes ont également été approchés. De la même façon, une loi spéciale d'acquisition foncière se rapportant aux pipelines a pu être mise en œuvre dans un dossier de lutte contre les effets d'un pipeline.

Identifier les alliés institutionnels

Aux prémices de tout règlement d'affaire, il est utile d'identifier les institutions qui pourraient servir. Ces institutions sont différentes de celles qui sont directement responsables du problème, par lien de causalité ou par négligence. Cependant, elles pourraient être responsables du bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes spécifiques (par exemple, le Département de la Pêche, le Département du Développement des Femmes et de l'Enfance, ou le Ministère des Affaires Tribales). Une institution pourrait également se rallier au dossier si l'impact touche sa juridiction. Par exemple, un dépôt illégal d'ordures effectué par la mairie dans une forêt/ zone côtière pourrait, au-delà d'impacter les personnes des villages avoisinant, être un problème pour le Département Forestier ou l'Autorité de Gestion des Zones Côtières, dans les ressorts desquels se trouve le dépôt illégal. De telles institutions pourraient travailler en tant qu'alliées sur l'affaire et aider à une résolution plus rapide et plus facile du conflit.

La liste ci-dessous dénombre les institutions qui ont participé au travail en Inde, mais il en existe bien d'autres qui peuvent être utiles au travail des auxiliaires juridiques.

Panchayat

Mamlatdar (fonctionnaire local des taxes foncières)

Percepteur du District

Le Comité Côtier au niveau du district

Département Forestier

Département de la pêche

Comité Régional ou Étatique de Contrôle de la Pollution

Autorité Régionale ou Étatique de Gestion des Zones Côtières

Ministère de l'Environnement, de la Forêt et du Changement Climatique

Auxiliaire juridique travaillant avec les partenaires communautaires à la rédaction d'une plainte pour pollution atmosphérique, Chhattisgarh

Rédiger des requêtes/plaintes

Une autre action importante est la rédaction de requêtes/plaintes avec les clients ou les partenaires communautaires. Cette action peut aussi être considérée comme un préalable au contact des institutions. Cela peut demander davantage de travail à l'auxiliaire juridique dans les phases préliminaires. Cependant, lorsque les clients ou les partenaires communautaires assimilent la façon dont il faut rédiger ces documents, l'auxiliaire juridique peut simplement se contenter de les conseiller sur le contenu ou les informations juridiques qui constituent la base de ces courriers. A Uttara Kannada, avec l'aide d'un auxiliaire juridique, les habitants d'un village ont soumis une requête auprès de la mairie au sujet du dépôt de déchets solides au sommet d'une colline voisine. Ce dépotoir avait en effet pollué les environs et les sources d'eau et présentait un risque d'apparition d'épidémies.

Les courriers rédigés pour résoudre des affaires ou des problèmes touchant les communautés impliquent typiquement un énoncé du problème, les détails de la nature et de l'histoire de ce problème et de ceux qui en ont subi les conséquences. Cela inclut également les preuves engendrées ou recueillies pour étayer ces observations. Enfin, cela peut comprendre les détails relatifs aux actes attendus de l'institution concernée pour résoudre le problème. Dans bien des cas, l'auxiliaire juridique et les clients ou partenaires communautaires peuvent décider d'engager une procédure juste pour définir le problème ou le faire reconnaître à l'institution dans un premier temps, et après seulement, inclure des recommandations, requêtes ou recours, lors des étapes ultérieures de l'affaire. Voir courrier de plainte type à l'Annexe 2.

Auxiliaire juridique et partenaire communautaire lisant une lettre officielle envoyée par les autorités locales en réponse à leur plainte, Karnataka

Communication via les médias locaux

Les auxiliaires juridiques peuvent dénoncer dans les médias des cas de violation et les conséquences qui en découlent. Cependant, une telle décision devrait être basée sur le contexte. Parfois, faire trop vite état d'une plainte dans les médias peut irriter ou décourager le département concerné et le rendre hostile. Dans d'autres situations, les médias sont utiles pour exercer une pression au nom des personnes affectées sur les institutions intéressées et mener à des réparations plus rapides et meilleures. Contacter les médias est aussi utile lorsqu'il s'agit de maintenir l'attention des médias sur le problème plutôt que d'en faire un reportage unique. Les auxiliaires juridiques sont aussi très bien placés pour écrire au sujet de leurs affaires pour les médias.

Article de presse sur une affaire de centre d'enfouissement de déchets, Karnataka

Médiation

Les auxiliaires juridiques peuvent aider deux parties ou plus qui se trouvent en désaccord/ conflit à arriver à une solution. La médiation est différente de la stratégie de négociation ou de représentation. En tant que médiateur, il ne s'agit pas de prendre parti mais d'essayer d'offrir une solution juste et équitable aux deux parties. En matière de négociation ou de représentation, la prise de parti est connue et il s'agit de proposer une solution à l'autre partie au nom d'une partie. La médiation peut être une voie rapide et peu coûteuse vers une solution s'il semble que la partie à l'origine de l'impact soit favorable à une résolution de la question. Cela donne au défendeur le bénéfice du doute et une opportunité de restaurer ou de rectifier la situation ou le problème. A Uttara Kannada, une construction d'écloserie bloquait une crique. C'était en violation de la loi CRZ, et la construction avait restreint l'arrivée d'eau dans les champs voisins. Un auxiliaire juridique réussit à réunir le propriétaire de l'écloserie et les fermiers dont les champs étaient impactés. Le propriétaire ne s'attendait pas à ce que les fermiers émettent des objections à ce sujet. En apprenant que les fermiers envisageaient de se plaindre auprès du bureau CRZ, il a accepté de démolir la construction et de dégager la rivière.

Dans des affaires exceptionnellement difficiles ou graves, un auxiliaire juridique peut renvoyer le cas à un avocat, qui peut aller au contentieux pour obtenir une réparation. Il y a aussi de nombreuses autres stratégies auxquelles les auxiliaires peuvent avoir recours en fonction de leur créativité ou de ce que le contexte permet.

Un auxiliaire juridique organise une rencontre du groupe nouvellement formé des récolteurs de bivalves, Karnataka

Des auxiliaires juridiques travaillant sur leurs rapports de terrain pour développer des stratégies d'attaque, Odisha

Une totale compréhension du problème ou de la nature de l'impact, de tout ce qui a déjà été entrepris pour y remédier et des raisons des échecs précédents, est un préalable à la planification des étapes à suivre pour chaque affaire.

Les auxiliaires juridiques doivent s'assurer que le plan d'action (et toute modification de celui-ci en cours de route) soit élaboré en concertation avec les clients ou partenaires communautaires. Pour obtenir des résultats, il est conseillé de combiner les stratégies ou tenter différentes tactiques en même temps, plutôt que de s'appuyer sur une seule stratégie. Cependant, il peut arriver que l'administration ou que le contexte politique pousse à réfléchir autrement.

Autant que possible, les échanges avec les institutions doivent être menés en impliquant totalement les clients/partenaires communautaires. Par exemple, les propositions de lettres/requêtes doivent être examinées avec eux avant leur finalisation et être envoyées par eux, les appels téléphoniques doivent être passés devant eux, et progressivement les membres de la communauté devraient prendre en charge toutes les visites et appels liés à l'affaire.

Le plan d'action doit être souple et flexible ; toute stratégie qui présenterait un risque pour les auxiliaires juridiques, partenaires communautaires et collègues doit être évitée.

L'implication du partenaire communautaire ou du client à chaque étape de résolution du problème est obligatoire.

Les efforts des partenaires communautaires et des auxiliaires juridiques à Kenosha, Odisha, ont abouti à une amélioration du transport des minerais à l'origine de la pollution de l'air.

Auxiliaires juridiques et partenaires communautaires à Uttara Kannada, Karnataka, ont réussi à obtenir le nettoyage des sites d'enfouissement grâce à la rédaction méticuleuse de plaintes portées devant les Autorités Municipales.

3.4 Compte-rendu des affaires

Pour faire un rapport précis sur chaque cas lors de forums ou de rencontres, la préparation minutieuse du déroulement de l'affaire sur les points suivants est utile. Voici les Questions Fréquemment Posées (FAQ) aux auxiliaires juridiques par les personnes intéressées par leurs dossiers ou leurs méthodes, telles que des fonctionnaires, des soutiens potentiels à leur travail ou bien encore les médias.

Les bases

1. Quel est le problème dont l'affaire fait l'objet ? Qui est touché par ce problème et de quelle façon ?
2. Qui a détecté cette affaire ? Qui sont les clients dans ce cas ? Combien d'entre eux sont des hommes, combien d'entre eux sont des femmes ?
3. Qui est le contrevenant (gouvernement/entrepreneur/chargé de projet/individu/incertain) ? Quelles lois/clauses/ordonnances sont enfreintes ?
4. Pourquoi cette affaire est-elle si importante ? Ou, si elle est résolue, quelles en seront les retombées ? Combien d'hommes, combien de femmes (chiffres approximatifs acceptés) ? De quels avantages vont-ils bénéficier (par exemple, air sain, participation au processus de décision, accès aux endroits publics comme les plages, amélioration de leurs moyens de subsistance, etc.) ? Veuillez spécifier de la manière la plus claire et la plus détaillée possible, preuves à l'appui.
5. Quelles actions ont déjà été entreprises par des clients ou des tiers pour tenter de résoudre le problème ?
6. Pourquoi n'ont-ils pas pu y remédier ?

Historique

Les solutions

7. Quelle réparation est recherchée en l'espèce ?
8. Quels agents/départements avez-vous contactés à cette fin ? Veuillez en faire une liste complète, ainsi que de leurs réponses et du temps qu'ils ont mis à les formuler.

9. Parmi les agents/départements contactés, qui, selon vous, est directement en charge de la réparation que vous demandiez ?
10. Quels types de preuve avez-vous préparés en l'espèce ? Veuillez en faire une liste claire (par exemple, photos de sites de dépôt de déchets s'entassant pendant trois jours de suite, des articles de presse sur des plaintes émises par des résidents au sujet de déchargement illégal de déchets, des aperçus Google Map avec les coordonnées des sites de déversement et les frontières du Parc National délimitées sur la carte pour montrer que le dépôt de déchets a lieu dans le Parc).
11. Comment communiquez-vous avec les agents/départements (par exemple, lettre/requête RTI/appels téléphoniques/visite en personne) ? Combien de fois avez-vous communiqué de la sorte pour cette affaire ? Combien de clients participaient à ces échanges ?
12. Quelles autres méthodes avez-vous utilisées ? Veuillez les détailler clairement (par exemple, publications dans les médias/réunions avec la communauté/requêtes de la communauté/autres).
13. Pourquoi pensez-vous que vous avez pu résoudre l'affaire (par exemple, preuves solides, angle légal évident, agents réceptifs, force communautaire, etc.) ?

Méthodologie

Les retombées

14. Qu'avez-vous appris dans cette affaire ?
15. Si le problème devait se présenter à nouveau, est-ce que les clients ou les partenaires communautaires pourraient le résoudre seuls ? Justifiez votre réponse.

Partie 4

Créer un programme d'auxiliaires juridiques, à travers une autonomisation juridique

Toute organisation dont le but est de rendre justice aux communautés touchées par des problèmes socio-économiques et des atteintes environnementales et qui sont écartées des processus officiels de prises de décision, pourrait mettre en place un programme employant des auxiliaires juridiques ou des défenseurs juridiques locaux.

La mise en œuvre d'un programme d'auxiliaires juridiques demande, au minimum, une sélection minutieuse, une formation, un soutien constant et une évaluation de l'équipe d'auxiliaires juridiques communautaires. Ces aspects du programme ont besoin d'être développés et révisés en gardant à l'esprit le contexte politique et légal changeant dans lequel l'auxiliaire juridique évolue. Ainsi, il est utile d'identifier ces aspects comme autant d'éléments qui participent à une création efficace d'un programme d'auxiliaires juridiques, plutôt que de les assembler ensemble en tant que 'modèle à suivre'.

Faire naître des leaders grâce à l'autonomisation juridique

4.1 sélection des auxiliaires juridiques

Le succès d'un programme d'auxiliaires juridiques dépend de son équipe d'auxiliaires. Soigneusement choisis et formés, les auxiliaires juridiques aident à instaurer une confiance de la part des populations touchées et développent des relations saines avec eux pour mener à bien leur travail en commun.

Les auxiliaires juridiques utilisent leurs compétences d'enseignement pour responsabiliser les communautés et partager avec le reste du monde les problèmes auxquels elles font face et la façon dont ils pourraient être résolus. Les auxiliaires juridiques sont des personnes engagées, avec des qualités de leader, respectueuses d'autrui et toujours assoiffées d'apprendre. Ils ne travaillent pas seulement pour les communautés auxquelles ils appartiennent, mais aussi pour les citoyens solidaires qui veulent agir contre les injustices.

Le volontariat est essentiel à toute démarche de responsabilisation, toutefois, une forme de compensation est nécessaire pour les auxiliaires juridiques. Il est difficile et/ou absurde de demander à une personne d'entreprendre un travail rigoureux d'auxiliaire juridique en matière de justice environnementale sans fournir une forme de remboursement de ses dépenses et une compensation pour son temps.

Les étapes suivantes pourraient faire partie d'un processus de sélection d'auxiliaires juridiques.

Offre d'emploi

Une offre mentionnant les qualifications et compétences requises, les termes de référence, la durée de l'emploi et autres détails doit être préparée. L'annonce peut être largement diffusée au sein des écoles et universités, y compris des départements de protection sociale, de droit et de sciences sociales. Une autre façon de partager l'annonce peut être de distribuer des brochures dans les écoles, parler aux étudiants, et demander aux auxiliaires juridiques actuels de faire passer le mot. Les candidats intéressés doivent envoyer leur CV, une lettre de motivation et des références.

Présélection

Afin de présélectionner des candidats, les candidatures peuvent être examinées sur la base de leur expérience, du niveau d'études, de la capacité d'écriture (à travers la lettre de motivation), de leur localisation (par rapport au site visé), des références et des intérêts professionnels.

Test et entretien

Les candidats présélectionnés pourront être appelés pour passer un test. Au premier tour, il peut y avoir un test écrit où ils doivent rédiger une requête RTI et peut-être écrire un essai sur un problème de justice environnementale dans la zone. Ainsi, il pourra leur être demandé d'élaborer une problématique, d'identifier une loi grâce à laquelle une solution peut être trouvée ainsi que les potentielles réparations. Il pourra aussi leur être demandé de rédiger une plainte à l'endroit d'un département gouvernemental, au sujet d'un problème touchant les résidents de la zone. La requête RTI, la lettre et l'essai pourront être évalués sur la logique ou les arguments, le langage et la clarté d'expression.

Le second tour peut consister en un test oral. Cela peut inclure une discussion de groupe et un entretien. C'est une opportunité pour les candidats d'être notés selon leur confiance en eux, leur connaissance des affaires en cours et de la zone géographique de leur éventuel nouveau travail. Si tout est concluant, cela peut amener à la sélection finale. Le processus de sélection à partir de l'offre d'emploi peut prendre jusqu'à 45 jours.

Réunion de lancement de l'association des partenaires communautaires à Saurashtra, Gujarat

Formation

Les candidats, après sélection, doivent être formés aux procédés des auxiliaires juridiques, aux stratégies de résolution de problèmes et aux lois environnementales importantes. La formation initiale peut inclure une série de cours qui comprend des exposés, présentations et exercices. La période de formation peut aussi inclure un apprentissage sur le terrain. Les nouvelles recrues accompagnent des auxiliaires juridiques expérimentés pendant leurs visites auprès des institutions gouvernementales, leurs rencontres avec leurs clients et les partenaires communautaires, et peuvent les assister dans la résolution des affaires en cours. Ces stages pratiques peuvent prendre jusqu'à 90 jours, après lesquels les nouveaux auxiliaires pourront démarrer leurs propres dossiers.

Par ailleurs, les auxiliaires juridiques peuvent être invités à un programme de remise à niveau au moins une fois par an pour mettre à jour leur connaissance des lois, discuter des affaires et des méthodes de travail, la façon de renforcer l'effort de mobilisation des communautés, de l'utilisation des moyens de collecte des preuves ou de la façon d'améliorer la compréhension de sujets environnementaux particuliers. Ces formations de perfectionnement sont importantes pour s'assurer que les auxiliaires sont constamment en train d'apprendre et d'améliorer leurs connaissances et capacités d'appréhender les dossiers.

Les modules de formation peuvent être préparés sur la base des listes d'affaires des auxiliaires, des types de dossiers et des diverses institutions avec lesquelles ils travaillent. Les méthodes de formation devraient idéalement comprendre des lectures et des exercices de cas, des présentations individuelles et de groupes, des quizz et des débats juridiques, le tout en laissant amplement l'opportunité aux auxiliaires juridiques de montrer l'étendue de leurs connaissances.

Il est utile de prévoir et d'utiliser des manuels juridiques, des notes méthodologiques ou des guides et des prospectus pendant ces sessions de formation, que les auxiliaires peuvent utiliser comme documents de référence pour travailler sur leurs dossiers. Il est plus efficace d'imprimer ou de publier de tels documents dans un format simple et facile à lire et qui peut être mis à jour régulièrement. Il s'agit de s'adapter aux changements de législation et aux modifications des méthodes des auxiliaires juridiques en fonction des nouveaux types d'affaires ou autres considérations. Idéalement, les auxiliaires juridiques sont

supervisés et soutenus par un coordinateur ou des coordinateurs via des contacts hebdomadaires et des entrevues mensuelles de mises à jour. Chaque coordinateur peut encadrer jusqu'à 6 ou 8 auxiliaires juridiques à plein temps.

Formation du niveau de l'équipe en fonction des affaires des auxiliaires juridiques à Orissa

4.2 Encadrement et soutien

Les coordinateurs du programme connaissent bien les lois, les méthodes de recherche et le développement communautaire. Dans les cas où ils sont situés trop loin des auxiliaires, les coordinateurs peuvent faire des bilans hebdomadaires par téléphone. Dans d'autres cas, le responsable et les auxiliaires juridiques peuvent se retrouver une fois par semaine. Quand c'est possible, le coordinateur dirige des visites de terrain et des réunions communautaires avec les auxiliaires juridiques. En substance, les trois rôles principaux des coordinateurs sont d'apporter un soutien en termes d'informations juridiques, de stratégies pour obtenir des réparations et de regroupement des données liées aux dossiers. Ceci peut être effectué à travers des processus de comptes-rendus hebdomadaires ou mensuels.

Compte-rendu hebdomadaire

Les auxiliaires peuvent rendre compte des progrès de leurs dossiers auprès de leur superviseur ou coordinateur une fois par semaine. Stratégies, actions entreprises et réponses obtenues de la part des institutions gouvernementales peuvent être discutées à l'occasion de la planification des prochaines étapes. Les comptes-rendus hebdomadaires peuvent contenir :

- Un résumé des affaires pendantes, soulignant le travail effectué la semaine précédente et le travail prévu pour la semaine suivante
- Les détails d'une nouvelle ou éventuelle affaire
- Des mises à jour sur des cas résolus/classés/inactifs
- Toute autre activité entreprise

Tout en servant à surveiller les progrès effectués, cela constitue également une opportunité pour les auxiliaires juridiques et le coordinateur de réfléchir ensemble aux prochaines étapes et aux solutions créatives à tester dans les affaires coriaces.

Les commentaires issus de ces échanges arrivent rapidement et peuvent aider à faire avancer des affaires de sorte à ce que des solutions aboutissent le plus vite possible.

Réunions mensuelles

Il est utile pour le coordinateur d'organiser une réunion de tous les auxiliaires juridiques une fois par mois. Cela fait office de plateforme pour partager et apprendre des dossiers de chacun et pour réfléchir ensemble aux solutions éventuelles et suivre les progrès de chaque affaire. Ces réunions mensuelles aident essentiellement à favoriser un apprentissage par les pairs et renforcer la capacité des auxiliaires juridiques à tenir des rencontres et à parler de leurs dossiers. Les fiches de chaque affaire, voire même l'ensemble du dossier, peuvent être utilisés dans ces discussions.

En plus de ces discussions hebdomadaires et mensuelles, les auxiliaires juridiques peuvent contacter le coordinateur plus régulièrement pour demander son avis sur la résolution de leurs affaires. Ceci est particulièrement recommandé quand il faut modifier la stratégie, lorsqu'un plan d'action initial ne semble pas fonctionner.

Formation régionale à l'utilisation du site Internet sur la conformité des principes applicables au crowdsourcing, un outil pour déterminer les projets non conformes

Equipe de recherche

Il est extrêmement précieux pour les coordinateurs et leur équipe d'auxiliaires juridiques d'être assistés par une équipe de chercheurs, qui analyse les affaires et comment elles avancent. L'équipe de recherche peut même recevoir les rapports hebdomadaires des auxiliaires juridiques et aussi assister aux réunions mensuelles. En suivant les données liées aux dossiers de manière rigoureuse, les informations collectées dans le formulaire de suivi de l'affaire et dans le journal de bord peuvent être compilées dans une base de données sur l'affaire. Cette base de données peut fournir des informations précieuses.

Par exemple, en utilisant la base de données des affaires de 2014, on a pu trouver qu'une équipe d'auxiliaires juridiques affichait un taux de succès de 33 pour cent. La base de données a aussi révélé que le type d'affaires le plus efficace était celui des résidents côtiers qui avaient besoin d'aide pour déposer les papiers requis pour l'obtention d'une

autorisation CRZ. Cela a aussi montré qu'au moins deux ou trois institutions concernées ont été approchées de manière fructueuse.

L'information retirée des dossiers peut être utilisée pour améliorer la méthode et la performance des auxiliaires juridiques. De plus, cela peut être utile pour créer des propositions de réformes systémiques des lois et des pratiques institutionnelles, basées sur des données probantes.

Par exemple, en Inde, les données des affaires ont montré que les auxiliaires juridiques rencontraient beaucoup de cas où les pêcheurs et les fermiers se trouvaient affectés par la non-conformité avec les conditions d'autorisation environnementale. Sur cette base, le programme élaborera et délivra un module de formation pour les auxiliaires sur le processus d'Évaluation de l'Impact Environnemental (EIE). Depuis, il y eut de meilleures solutions dans les affaires où les gouvernements ou les sociétés enfreignent les garanties environnementales listées dans ces conditions. En utilisant la base de données, de tels rapports peuvent être engendrés à intervalles réguliers dans la mesure où cela aide à accumuler de l'information sur plusieurs paramètres dans chaque affaire.

Réunion pour lancer l'association de partenaires communautaires à Saurashtra, Gujarat

Créer des alliés et des partenariats

Il est essentiel que les auxiliaires juridiques transforment leurs groupes de clients ou leurs partenaires communautaires en partenariats. Il peut s'agir de forums pour échanger sur les défis que présentent leurs dossiers, comprendre les tendances dans le règlement des affaires, échanger des leçons sur les stratégies et même réunir des ensembles de cas pour lancer un recours collectif. Il est aussi important de travailler avec des personnes qui peuvent agir comme des catalyseurs dans leurs affaires.

Il peut s'agir d'avocats, scientifiques, activistes, journalistes, travailleurs sociaux, politiciens, élus locaux ou représentants d'ONG. Il s'agit essentiellement des individus/organisations dont le soutien peut faire aboutir l'affaire à une solution. Au-delà d'augmenter les chances de succès du dossier, l'accès à ces personnes peut ajouter à la crédibilité des auxiliaires. Le programme peut fournir des occasions et des forums où les auxiliaires rencontrent des avocats chevronnés, des experts particuliers, des scientifiques ou des ONG travaillant sur des sujets similaires. Les auxiliaires juridiques, en consultation avec leurs coordinateurs, peuvent contacter ces personnes dans les cas tels que :

- L'auxiliaire juridique n'arrive pas à régler le problème seul
- La conséquence environnementale de l'affaire est particulièrement grave
- L'affaire implique un état d'urgence
- L'affaire a le potentiel d'avoir un impact juridique de grande ampleur

L'aide de ces personnes peut même être recherchée au moment de la mise en place du programme pour la formation des auxiliaires juridiques ou en tant que comité consultatif qui se rencontre régulièrement. Ils ne sont pas seulement appréciables pour leur soutien au travail des auxiliaires juridiques, mais parce que ce sont les ambassadeurs du programme et qu'ils ouvrent ainsi des voies de plus grande sensibilisation sur le programme au sein du gouvernement, parmi les bailleurs et autres institutions.

Évaluation

L'évaluation ou l'analyse d'efficacité est un aspect important du programme des auxiliaires juridiques. Ça l'est pour l'amélioration continue des performances de toutes les personnes impliquées, aussi bien que pour le partage extérieur de ce qu'un tel programme a accompli et comment. Les méthodes d'évaluation peuvent être insérées dans chaque fiche de dossier ou peuvent être effectuées par l'équipe de recherche en tant que projet séparé, ou les deux. L'évaluation doit être périodique et régulière afin qu'elle fournisse des retours pertinents et en temps utile.

Un graphique fait à la main des résultats de l'évaluation à mi-parcours des affaires des auxiliaires juridiques en Inde.

Spectacle de rue monté par les auxiliaires juridiques et une troupe de théâtre locale sur la façon dont la loi sur la Zone Côtière Réglementée peut aider les communautés de pêcheurs, Karnataka

Au final, chaque cas doit être évalué à trois niveaux

1. Solutions

L'auxiliaire juridique pourrait travailler sur chaque affaire dans le but d'arriver à une solution en accord manifeste avec les normes, pour remédier à la cause de l'impact

environnemental. Par exemple, l'auxiliaire juridique s'assure que les bennes des camions transportant le charbon soient couvertes, conformément à la loi, de sorte à ce que les impacts causés par la poussière dans l'air soient réduits. Cependant, pour s'assurer que les dommages précédents sont traités, l'auxiliaire juridique et les communautés concernées peuvent aussi exercer d'autres recours, notamment pour demander des indemnités.

De sorte à s'assurer également du respect futur des normes, ils peuvent adopter des solutions telles que la clause pénale pour toutes les compagnies de transport qui utilisent des bennes non couvertes ou la mise en place de points de contrôles gérés par la communauté où tous les camions sont couverts avant qu'ils ne prennent la route.

Peu important la mise en conformité ou les réparations additionnelles que l'affaire recherche, les auxiliaires juridiques doivent être évalués en fonction de leur capacité à faire cesser la situation de non-conformité et à régler les anciennes et/ou futures charges du préjudice. Les affaires de justice environnementale sont répétitives par nature et même leurs solutions peuvent s'avérer éphémères. Par exemple, grâce aux efforts des auxiliaires juridiques et des clients, l'extraction illégale de sable ou la ponction des nappes phréatiques peuvent s'arrêter. Cependant, il est possible que cela recommence à un moment donné. Ainsi, établir une période déterminée pendant laquelle une solution demeure stable peut être utile. Pour clore un dossier, il est demandé aux auxiliaires juridiques et aux clients de réexaminer le lieu du problème à la fin d'une période donnée. Si l'activité illégale a repris pendant cette période, la même affaire est rouverte. Mais si l'activité reprend après cette période, un nouveau dossier est ouvert.

Dans la plupart des cas, arriver ne serait-ce qu'à une solution partielle exige énormément d'efforts, de temps, de connaissances juridiques et de navigation institutionnelle. Ainsi, des solutions partielles sont considérées comme des résultats positifs.

2. Actions

À ce niveau, on a déjà étudié ce qui a participé au règlement de l'affaire. Alors qu'un certain nombre de facteurs jouent sur la solution du problème, il est important d'établir le rôle de l'auxiliaire juridique parmi ceux-ci. Au moment de clore le dossier, l'auxiliaire juridique doit s'assurer qu'il existe bien des traces de sa contribution au succès de l'affaire. Il peut s'agir de témoignages du client, des agents de l'État impliqués dans la réparation, des rapports de presse ou d'une réponse/ordonnance/circulaire gouvernementale à une requête RTI etc.

Autonomisation juridique

Le but principal d'un programme d'autonomisation juridique est de renforcer les capacités des communautés et des personnes touchées en matière de compréhension et d'utilisation des lois. Donc une évaluation du travail des auxiliaires juridiques ou du programme devrait inclure une forme de mécanisme d'évaluation des connaissances juridiques et des capacités de ceux avec qui ils travaillent. Cela peut avoir lieu aussi bien au niveau des affaires individuelles que pour un ensemble de cas. Il peut s'agir d'évaluer si les clients ou les partenaires communautaires maîtrisent les lois et institutions qui concernent l'affaire ou s'ils sont capables de se servir de ces informations pour aider d'autres personnes dans des situations similaires. Une façon pratique de mener ces évaluations est d'inclure les membres de la communauté dans les programmes de formation organisés par l'auxiliaire.

Il est recommandé de rester en contact avec les clients même après la résolution de l'affaire. Cela aidera les clients faisant face à une telle situation dans le future (s'il en est) ou les clients qui deviennent eux-mêmes ou travaillent en tant qu'auxiliaires juridiques. Restituer de telles histoires peut enrichir le travail d'évaluation.

Pour que l'évaluation soit une partie régulière et utile du programme, il vaut mieux l'effectuer régulièrement (basé sur des considérations pratiques telles que les employés et les ressources disponibles) par des réunions avec les partenaires/clients communautaires. On peut aussi avoir recours à l'évaluation via des groupes tiers, à savoir des entretiens et des questionnaires distribués aux clients ou aux communautés concernées, pour étudier 'l'effet d'autonomisation'.